De RESF en 2006 à « l'affaire Leonarda » en 2013 : les familles sans-papiers dans l'espace médiatique français

*“Education Without Borders Network” in 2006 to the “Dibrani case” in 2013:
Undocumented Families in the French Media Sphere*

Lise Jacquez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/6767>

DOI : 10.4000/edc.6767

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 21-36

ISBN : 978-2-917562-17-8

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Lise Jacquez, « De RESF en 2006 à « l'affaire Leonarda » en 2013 : les familles sans-papiers dans l'espace médiatique français », *Études de communication* [En ligne], 48 | 2017, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/6767> ; DOI : 10.4000/edc.6767

De RESF en 2006 à « l'affaire
Leonarda » en 2013 : les familles
sans-papiers dans l'espace
médiatique français

*"Education Without Borders Network"
in 2006 to the "Dibrani case"
in 2013: Undocumented Families
in the French Media Sphere*

Lise Jacquez

Univ. Lyon, EA 4147 - Elico, Équipe de recherche de Lyon
en sciences de l'information et de la communication,
F-69000 Lyon, France
lise.jacquez@gmail.com

Résumé / Abstract

Cet article propose une réflexion sur la mise en visibilité des familles sans-papiers dans les médias nationaux français (presse écrite et télévision). L'analyse comparée de deux événements fortement médiatisés – la mobilisation du Réseau Éducation sans frontières en 2006 et l'« affaire Leonarda » en 2013 –, nous permet de saisir les termes dans lesquels se structure le débat public sur la question des familles sans-papiers, ainsi que les normes et les logiques sociopolitiques qui sous-tendent la reconnaissance symbolique de ces familles dans les médias.

Mots-clés : familles sans-papiers, mobilisation, médias, reconnaissance, stigmatisation.

This article analyzes the visibility of undocumented families in French national newspapers and on television. Comparative analysis of two widely publicised events – the mobilization of the “Education Without Borders Network” in 2006 and the “Dibrani case” in 2013 – will reveal the sociopolitical norms which underlie the recognition of these families in media discourse.

Keywords: undocumented families, mobilization, media, recognition, stigmatization.

Pour les mouvements sociaux, la médiatisation apparaît comme un point de passage obligé pour être perçus par le champ politique (Champagne, 1984, 28). Les mobilisations en faveur des sans-papiers n'échappent pas à la règle : les porteurs de cette cause peuvent difficilement peser sur les processus de décision (législation, régularisations...) sans gagner en visibilité médiatique afin de susciter l'attention publique et agir ainsi sur le pouvoir politique (Voirol, 2005, 108). Cependant, la cause des sans-papiers (Siméant, 1998) et ses principaux porteurs (associations, collectifs) n'accèdent que difficilement à l'espace médiatique. Tout en jouissant d'une bonne visibilité auprès des journalistes qui les sollicitent notamment pour leur expertise juridique et leur connaissance du terrain, et malgré l'activité communicationnelle importante de plusieurs associations¹, les acteurs militants ne parviennent que très rarement à créer l'événement et, par ce biais, à initier un débat sur l'immigration dans les médias. Sur ce sujet, l'agenda médiatique apparaît majoritairement indexé sur l'agenda politique (projets de loi, mesures et discours gouvernementaux) (Garcia, 2013, 151).

Il arrive cependant que certaines mobilisations rencontrent un fort retentissement médiatique. C'est le cas de la mobilisation du Réseau éducation sans frontières (RESF) contre les expulsions de jeunes majeurs isolés et scolarisés, et de familles sans-papiers depuis le milieu des années 2000. Créé en 2004 dans l'espace scolaire, ce réseau composé d'enseignants, de parents d'élèves et de militants de longue date (Mathieu, 2010a, 318), a su intéresser les médias à la question des enfants et adolescents menacés d'expulsion avec leurs parents. Son action a été fortement médiatisée notamment en 2006 dans un contexte de durcissement et de mise en scène politique de la lutte contre l'immigration irrégulière². La mobilisation du RESF a été représentée par la presse nationale comme un mouvement populaire, réunissant des citoyens peu politisés venus en soutien à des familles « intégrées » : enfants scolarisés, parents se sacrifiant pour la réussite de leurs enfants, entourage « solidaire » (Jacquez, 2016). Cette visibilité forte et gratifiante avait contribué, en juin 2006, à la publication par Nicolas Sarkozy alors ministre de l'Intérieur, d'une circulaire permettant la régularisation de certaines familles ayant des enfants scolarisés. Resté actif depuis 2006, le RESF est revenu sur le devant de la scène médiatique en octobre 2013 à l'occasion de « l'affaire Leonarda », du nom donné par les médias

1 Comme la Cimade, le Gisti, Médecins du Monde, Amnesty ou encore France Terre d'Asile qui publient régulièrement des rapports d'observation et d'analyses, et lancent des campagnes de sensibilisation.

2 À partir de 2002-2003, Nicolas Sarkozy, d'abord comme ministre de l'Intérieur puis en tant que Président de la République à partir de 2007, place la « maîtrise des flux migratoires » au cœur de l'agenda gouvernemental, ce qui se traduit notamment par la prise de mesures hautement symboliques et médiatiques, comme la fermeture du centre de Sangatte en 2002, la mise en place d'objectifs chiffrés pour les reconduites à la frontière à partir de 2003, et la création d'un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement en 2007.

à la controverse nationale déclenchée par l'arrestation d'une collégienne rom de 15 ans lors d'une sortie scolaire et son expulsion avec sa famille au Kosovo. Cette expulsion devient un événement médiatique le 16 octobre, lorsque plusieurs représentants du Parti socialiste dénoncent cette arrestation et interpellent le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. Mais très vite, le débat se focalise sur la personnalité du père, Resat Dibrani, dépeint dans les médias comme un homme peu désireux de s'intégrer, « menteur » et parfois violent. Pour tenter de mettre un terme à la polémique, le Président de la République, François Hollande, fait une allocution depuis l'Élysée le 19 octobre 2013, au cours de laquelle il propose le retour de Leonarda en France sans sa famille. Cette intervention, retransmise par les chaînes de télévision et les radios d'information, alimente de plus belle la polémique. La famille reste finalement au Kosovo et l'attention médiatique retombe progressivement à partir de la fin du mois d'octobre. L'épisode est frappant tant il apparaît comme le miroir inversé de la mobilisation de 2006 : alors que le RESF et les familles défendues ont bénéficié d'un fort soutien médiatique en 2006, en 2013 la famille Dibrani a été stigmatisée dans les médias et est rapidement passée du statut de « victime » à celui d'« indésirable ».

Dans la suite de cet article, nous présentons les résultats d'une analyse comparée de la médiatisation des deux événements sus-cités : la mobilisation du RESF en 2006 et l'« affaire Leonarda » en octobre 2013. Il s'agit d'abord de proposer une réflexion sur les termes dans lesquels se structure le débat public sur la question des familles sans-papiers dans les années 2000. Plus précisément, il s'agit de saisir comment les normes et les logiques sociopolitiques, à partir desquelles se construit la reconnaissance sociale et symbolique de ces familles, ont pu évoluer dans les médias entre 2006 et 2013. Nous situons également notre analyse dans le cadre d'une réflexion critique sur la capacité des grands médias d'information à rendre visibles et audibles, sur une scène de visibilité élargie, les identités et les revendications de groupes sociaux minoritaires. Concernant les familles sans-papiers, la question est alors de savoir si les médias nationaux ont pu constituer un lieu de contestation de l'horizon normatif de reconnaissance (Voirol, 2005, 61), ou s'ils n'ont donné à voir que des altérités très apprivoisées, qui, se conformant aux normes et aux valeurs dominantes, ont finalement conforté l'identité collective existante (Dalibert, 2015) ?

Notre analyse s'appuie d'abord sur l'enquête quantitative et qualitative d'un corpus de presse nationale (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* et *Le Parisien*) portant sur la médiatisation de la mobilisation du RESF en 2006 (245 articles)³. Notre second corpus, consacré à l'expulsion de Leonarda Dibrani et de sa fa-

3 Il s'agit d'un sous-corpus tiré de notre corpus de thèse qui comprenait, lui, les articles publiés sur le sujet des expulsions de sans-papiers par 5 quotidiens de la presse quotidienne nationale (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Parisien* et *L'Humanité*) entre 2006 et 2010, soit 2602 articles.

mille, est composé des articles de presse de ces mêmes journaux publiés entre le 16 et le 21 octobre 2013 (84 articles), ainsi que des reportages de *BFMTV* et des journaux télévisés du 20 heures de *TF1* et de *France 2*, diffusés entre le 16 et le 19 octobre 2013. Ces analyses de corpus ont été complétées par des entretiens auprès de militants du RESF et de certains journalistes⁴ spécialisés sur les questions d'immigration afin de mieux saisir les logiques et les enjeux sous-tendant la médiatisation des familles sans-papiers.

1. La mobilisation du Réseau éducation sans frontières en 2006

1.1. Une mobilisation exceptionnelle

En 2006, la cause des enfants de sans-papiers scolarisés en France portée par le RESF a fait irruption de manière spectaculaire sur la scène médiatique. *Libération* a consacré 118 articles et 8 Unes à la mobilisation en 2006, *Le Figaro* 46 articles et 4 appels en Unes, *Le Monde* 41 articles et 6 appels en Une, *Le Parisien* 40 articles⁵. La mobilisation a focalisé l'attention médiatique au point de constituer le sujet de 60 % des articles consacrés à la question de l'enfermement et de l'expulsion des étrangers en situation irrégulière en 2006. Les entretiens avec deux militantes du RESF fortement impliquées dans cette mobilisation confirment l'idée d'un engouement médiatique exceptionnel, en mentionnant, par exemple, « le mur de télévisions et de micros » à la sortie d'un dépôt collectif de dossiers de régularisation en préfecture, ou encore les interviews « aux télévisions du monde entier »⁶, et parlent d'une couverture médiatique « énorme »⁷. Avec dix ans de recul, cet engouement médiatique apparaît comme une séquence presque irréaliste à leurs yeux, en comparaison avec les difficultés actuelles qu'elles disent rencontrer pour intéresser les médias à leur cause. Ce discours vient souligner à quel point il reste rare⁸ que la problématique des sans-papiers

4 Ces entretiens ont été menés en juin 2016 : 4 entretiens avec des militants du RESF dont 2 militantes situées à Paris et habituées à intervenir dans les médias nationaux, ainsi que 3 entretiens avec des journalistes spécialisés sur les questions migratoires dans la presse écrite nationale.

5 Nous n'avons pas pu repérer les Unes pour ce quotidien car ni les archives papier ni les bases de données consultées à l'époque de notre recherche (2009-2015) ne permettaient d'y accéder.

6 Entretien avec B., 11 juin 2016.

7 Entretien avec A., 19 juin 2016.

8 Il existe néanmoins une histoire des mobilisations de sans-papiers, retracée et analysée notamment par la sociologue Johanna Siméant dans *La cause des sans-papiers* (1997). La mobilisation des sans-papiers de 1996, en particulier, est un tournant dans l'histoire de la cause des étrangers. Au niveau médiatique, elle a notamment permis l'adoption durable de la dénomination « sans-papiers » par les quotidiens d'information au détriment des termes « clandestins » ou « illégaux » (Akin, 1999).

apparaisse dans les médias à la faveur d'un mouvement social. À la suite du mouvement de 2006 et jusqu'à aujourd'hui, les familles sans-papiers sont plutôt rendues visibles à travers la médiatisation de cas individuels ayant une faible portée généralisante⁹ et ne permettant pas de déboucher sur une interpellation du politique. 2006 apparaît donc comme un moment singulier. Il reste alors à se demander si cette mobilisation a permis la reconnaissance d'un problème public, c'est-à-dire la transformation de la situation des familles en enjeu de débat public, son inscription à l'agenda politique et sa prise en charge par les pouvoirs publics (Neveu, 1999, 42).

1.2. Le droit ou l'intégration : deux logiques de reconnaissance en tension

On peut tout d'abord observer qu'à long terme, la mobilisation du RESF a contribué à faire de la famille avec enfants scolarisés une figure publique et médiatique majeure du problème des sans-papiers en France, comme en atteste la prédominance de cette figure dans les articles sur l'expulsion et l'enfermement des étrangers sans-papiers entre 2006 et 2010 (elle est présente dans 30 % environ des articles de tous les journaux étudiés). Mais cette reconnaissance n'a pas permis aux militants les plus politisés du RESF de porter dans l'espace médiatique un programme de résolution ambitieux, qui consiste à promouvoir la scolarisation des enfants comme fondement d'un droit au séjour pour les familles. Ces militants ne sont, en effet, pas les plus visibles dans les pages des journaux. Ces derniers construisent plutôt l'image d'un mouvement populaire et insistent sur la faible politisation et la diversité sociale et idéologique des citoyens mobilisés autour des enfants, comme l'indiquent, par exemple, les titres suivants : « En famille, les Français désobéissent pour protéger les enfants sans-papiers » (*Le Monde*, 19 juin), « L'émotion gagne partout en France » (*Le Parisien*, 29 juin), « La conjuration des mères de Brest » (*Le Figaro*, 4 mai). Dans cette perspective, les principaux ressorts de la mobilisation mis en avant par les journaux sont l'émotion et l'indignation ressenties devant la situation vécue par des familles sans-papiers présentes dans leur environnement social proche – principalement l'école de leurs propres enfants. Les familles défendues ne constituent donc pas tant « des incarnations singulières d'une cause générale que des figures du proche » (Mathieu, 2010b, 313). Dans tous les journaux étudiés, la cause des familles s'incarne dans des mobilisations très locales autour de familles spécifiques dont les journalistes dressent un portrait élogieux (le cas de Patimat en Bretagne, de Samira, David et Alex à la Croix-Rousse à Lyon, de Sakinat et Nivo à Paris, etc.). Ces familles sont présentées

9 Entre 2007 et 2010, plus de 50 % des articles traitant des familles sans-papiers correspondent à des récits d'expulsion individuelle (Jacquez, 2014). Un facteur qui peut expliquer cette importante médiatisation de cas individuels est l'usage privilégié des médias fait par le RESF, et qui consiste à médiatiser un cas afin de protéger la personne menacée d'expulsion et de faire pression sur la préfecture pour qu'elle délivre un titre de séjour, sans nécessaire volonté de monter en généralité (entretiens menés en juin 2016).

comme « intégrées » à la société française, à l'image de ces deux extraits : « Gamine enjouée, Patimat, qui a appris le français à grande vitesse, s'était fait beaucoup de copains dans l'école » (*Le Parisien*, 24 mai), « Dans le groupe, un petit blond de 12 ans aux yeux bleus : Rafik Abchir, 'très brillant élève de CM1' selon son institutrice, 'très bon copain' aussi selon Gaspard, 10 ans » (*Libération*, 21 juin). Les parents sans-papiers n'apparaissent qu'au second plan et sont cités principalement pour témoigner de leur désir de voir leurs enfants réussir en France. Ces mises en scène médiatiques de familles « méritantes » traduisent une conception bien spécifique de l'intégration comme performance individuelle des sans-papiers eux-mêmes.

Ce constat nous permet de souligner à quel point une reconnaissance directement dans la sphère du droit¹⁰ (Honneth, 2000) reste hors de portée pour les étrangers. Exclue de l'espace politique et par là même du « droit à avoir des droits » (Arendt, 1972), les sans-papiers ne peuvent revendiquer une égalité de droits avec les nationaux, car cela reviendrait à « remettre en cause ce qui est au fondement même de la puissance de l'État : le monopole de la désignation des statuts nationaux » (Siméant, 1998, 159). Par conséquent, la régularisation des étrangers sans-papiers en France relève principalement d'une décision souveraine de l'État sur la base de considérations humanitaires ou relevant d'une logique de reconnaissance sociale fortement normative, car basée sur la capacité des familles à démontrer leur « intégration » à la société française. Cette logique de reconnaissance imprègne la gestion politique et administrative du droit au séjour des étrangers en France, et ce, quelle que soit la majorité politique au pouvoir. Ainsi, depuis 2006, dans le cas des familles sans-papiers, ce sont des circulaires ministérielles¹¹ qui fixent les critères de régularisation, au rang desquels figure la « réelle volonté d'intégration » (circulaire dite « Sarkozy » en 2006) ou une « bonne capacité d'insertion dans la société française » (circulaire dite « Valls » en 2012). Ainsi, on peut considérer qu'en représentant la cause des familles sans-papiers comme une série de mobilisations singulières autour de cas individuels, les journaux ont pu contribuer, en 2006, à donner une consistance et une légitimité à une gestion « au cas par cas » du problème des sans-papiers. En 2013, c'est ce cadrage journalistique qui sera à nouveau mobilisé pour problématiser l'expulsion de la famille de Leonarda Dibrani.

10 Dans sa théorie de la reconnaissance, Axel Honneth définit la reconnaissance dans la sphère du droit comme une forme de reconnaissance à prétention universelle, en assurant des droits juridiques aux individus sur la base du « respect absolu qui est dû à la personne comme telle » (Honneth, 2000).

11 Circulaire du 13 juin 2006 puis circulaire du 28 novembre 2012, toujours en vigueur en 2016.

2.

« L'affaire Leonarda »

2.1. Une expulsion transformée en affaire politico-médiatique

La famille Dibrani, composée de six enfants et de leurs deux parents, est expulsée vers le Kosovo le 9 octobre 2013, après presque cinq ans de présence en France. La médiatisation de leur expulsion débute le 14 octobre avec la publication, sur le blog *Médiapart* du RESF, du témoignage des professeurs du collège André Malraux (Pontarlier) où est scolarisée Leonarda, une des enfants de la famille âgée de 15 ans. Ces derniers dénoncent l'arrestation de la jeune fille par les policiers lors d'une sortie scolaire¹². *Médiapart* rend le billet visible en Une du site. La médiatisation prend une ampleur nationale deux jours plus tard, le 16 octobre, quand le Parti socialiste demande publiquement au gouvernement que les responsabilités dans cette expulsion soient « clairement établies »¹³. L'ensemble des médias se saisit du sujet : celui-ci apparaît en Une et dans les pages « événement » des quatre journaux étudiés du jeudi 17 au lundi 21 octobre. On dénombre 31 articles dans *Le Figaro*, 23 dans *Libération*, 17 dans *Le Monde* et 13 dans *Le Parisien*. Parmi ces articles, la variété des genres utilisés (plusieurs éditoriaux, tribunes, reportages par des envoyés spéciaux au Kosovo, comptes rendus des prises de positions politiques...) témoigne de l'ampleur médiatique et de la politisation de l'affaire. L'événement fait également partie des principaux titres des journaux télévisés de 20 heures de *TF1* et de *France 2*, et est médiatisé tout au long de la journée sur la chaîne d'information en continu *BFMTV* entre le 16 et le 19 octobre 2013.

Deux facteurs principaux nous semblent pouvoir expliquer la transformation de cette expulsion en « affaire ». La *scandalisation* en constitue le premier ressort : ce qui est d'abord dénoncé par plusieurs représentants du Parti socialiste et mis en avant par les médias est le fait que l'arrestation ait eu lieu durant le temps scolaire. Les acteurs politiques cités dans les médias emploient le lexique de l'émotion et de la condamnation morale. Le 17 octobre, *Le Figaro* résume les réactions politiques suscitées, que l'on retrouve dans tous les journaux : « La gauche dans tous ses états [...] tout au long de la journée, chacun a ensuite rivalisé de superlatifs pour qualifier l'affaire : 'insupportable', 'indigne', 'inacceptable', 'inhumain', 'effroyable', 'scandaleux' ». Dans son éditorial du 17 octobre, *Libération* juge à son tour « le récit [...] choquant » et « l'histoire de cette adolescente interpellée devant ses camarades de classe [...] insupportable ». Les reportages des journaux télévisés du 16 octobre mettent en scène

12 « Leonarda, 15 ans, arrêtée et expulsée pendant une sortie scolaire ». In *Médiapart*, en ligne, <<http://blogs.mediapart.fr/blog/resf/141013/leonarda-15-ans-arretee-et-expulsee-pendant-une-sortie-scolaire>>.

13 Déclaration de David Assouline, porte-parole du Parti socialiste, le 16 octobre 2013 aux médias.

« le choc »¹⁴ dans le collège de Leonarda, en donnant la parole aux professeurs et à des camarades de classe de la jeune fille. Cette mise en scène de l'émotion renvoie à une stratégie discursive courante dans les médias : en visant à toucher l'affect du destinataire (Charaudeau, 2006) tout en suspendant momentanément son jugement (Tétu, 2004), elle rend possible le rassemblement d'un large public. Le RESF lui-même a usé de cette stratégie en juin 2006 pour attirer les médias en qualifiant la fin du moratoire sur les expulsions d'enfants scolarisés décidé par Nicolas Sarkozy en octobre 2005, d'« ouverture de la chasse aux enfants »¹⁵.

Le deuxième moteur de la médiatisation est la prise de position immédiate de responsables politiques au niveau national¹⁶ contre l'arrestation de Leonarda, qui permet de « grandir » l'événement en l'érigeant en affaire publique de premier plan. Dès le 16 octobre, l'événement est ainsi présenté par l'ensemble des médias comme mettant en difficulté le gouvernement, et surtout le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, au sein de sa propre majorité¹⁷. Pour l'opposition comme pour une partie de la gauche, l'arrestation de Leonarda apparaît comme une opportunité pour critiquer plus largement l'action politique du gouvernement. On pourrait alors parler d'une certaine instrumentalisation du sujet de l'immigration à des fins politiques (Juhem, 1999) – une analyse présente dans les discours des journalistes spécialisés sur les migrations que nous avons interrogés¹⁸.

14 Commentaire du reportage de France 2, le 16 octobre.

15 « Là où il a fait une grosse erreur Sarkozy, c'est que, en disant cela [suspendre les expulsions jusqu'en juin], il nous servait sur un plateau la mobilisation du 1^{er} juillet. Parce que, évidemment, à partir d'avril, on a communiqué sur : '1^{er} juillet, ouverture de la chasse aux enfants'. Et là c'est parti en vrille dans les médias, 'L'ouverture de la chasse aux enfants, 1^{er} juillet', c'est vraiment... ça a super bien marché, je ne sais pas pourquoi ». Entretien avec B. le 11 juin 2016.

16 On peut mentionner le bureau national du Parti socialiste, mais aussi Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale et auteur d'un tweet le 15 octobre dans lequel il écrit : « Il y a la loi, mais il y a aussi les valeurs sur lesquelles la gauche ne saurait transiger sous peine de perdre son âme ».

17 Comme en témoignent, entre autres, les titres de Une du 17 octobre : *Le Parisien*, « Valls déchire la gauche » ; *Le Monde*, « Kosovare expulsée : la gauche met Valls en accusation » ; *Libération*, « L'interpellation en pleine sortie scolaire d'une jeune Rom et l'expulsion de sa famille, justifiées par Valls, font scandale à gauche. Mais Hollande reste muet » ; *Le Figaro* : « Affaire Leonarda : la gauche s'enflamme contre Manuel Valls ».

18 Comme le montre ces extraits d'entretiens : « Comme au niveau politique, ça c'est aussi quelque chose qui use, comme en fait, je trouve que les hommes politiques de droite comme de gauche justement se perdent dans l'instrumentalisation politique sur ces questions... et on est pas dans la réflexion, on est dans la réaction, tout le temps » (journaliste de la presse quotidienne nationale, 7 juillet 2016), « Tout ce que vous disiez, les petites phrases des politiques autour de telle affaire, ça m'intéresse pas, ça tourne en rond, le lendemain on est passé à autre chose, donc moi je ne passe pas beaucoup de temps là-dessus en fait [...] » (journaliste d'un site d'information, 6 juillet 2016).

2.2. « Un cas dur à défendre »

Après le 17 octobre, ce premier cadrage, focalisé sur les circonstances de l'arrestation, va peu à peu céder la place à une mise en débat de la légitimité de la famille à rester en France. L'ampleur politique et médiatique prise par l'affaire amène, en effet, les médias à donner plus de précisions sur la situation de la famille en France. En se basant sur les déclarations de la préfecture du Doubs à la presse, ainsi que sur les propos de l'intéressé lui-même, les discours médiatiques dressent tout d'abord un portrait à charge du père de famille Resat Dibrani. *Le Parisien* du 18 octobre et les journaux télévisés du 17 octobre font leur titre sur les « mensonges » du père quant à l'origine des membres de sa famille¹⁹ : « Expulsion : le père a-t-il menti ? » (*France 2*), « La mobilisation des lycéens, les mensonges du père » (*Le Parisien*, 18 octobre). *Le Figaro* et *Le Parisien*, comme les journaux télévisés, dépeignent Resat Dibrani comme un personnage au « passé trouble » (*Le Figaro*, 18 octobre). *Le Parisien* (18 octobre) affirme par exemple que, bien que n'ayant pas de casier judiciaire, Resat Dibrani « n'est pas exemplaire » et précise que « l'homme a fait l'objet de signalements dans des affaires de vols, ou de violences notamment envers ses enfants, dont Leonarda [...] ». La stigmatisation de la famille s'accroît avec la publication du rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA), le 19 octobre, sur les conditions de l'expulsion de la famille. Des extraits du rapport sont largement repris, sans aucun contrepoint, à la télévision et dans la presse, ajoutant d'autres éléments à charge contre la famille, comme sur *TF1* (19 octobre) : « Le comportement général de l'intéressé ne dénotait pas une réelle volonté de s'intégrer à la société française car il ne recherchait pas sérieusement d'emploi » ou dans *Le Parisien* (20 octobre) : « Le document relève, entre autres, des problèmes au sein de l'établissement hébergeant la famille, l'absentéisme scolaire des enfants ou encore des 'insultes' et des menaces adressées aux personnels sociaux [...] ».

En revanche, les mises en récit dépréciatives de la famille ne font pas explicitement mention de son identité rom et, dans les médias étudiés, l'affaire n'est que très rarement mise en relation avec la polémique déclenchée quelques semaines plutôt, en septembre 2013, par les propos de Manuel Valls sur les Roms, propos présentant ces derniers comme ayant « des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation » (*France Inter*, 24 septembre 2013). Certaines caractéristiques de la famille telle qu'elle est décrite par les médias (pas de volonté d'intégration, scolarisation non assidue des enfants, masculinité « viriliste » et comportement agressif du père) sont similaires à la représentation médiatique dominante des Roms en France (Dalibert, Doytcheva, 2014), mais le discours médiatique sur la famille

19 Nés et ayant vécu en Italie avant d'arriver en France, et non pas au Kosovo, comme l'avait déclaré R. Dibrani à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Dibrani apparaît surtout très largement décontextualisé (pas de mention de la situation plus générale des Roms ou des sans-papiers en France).

Au fil des jours, les médias disqualifient donc la famille dans sa quête d'un droit au séjour en France. Tout en ne s'appesantissant pas sur les détails de son parcours, *Libération* concède également qu'elle est « un cas dur à défendre » (18 octobre) et cite l'avocate des Dibrani qui observe que « ce n'était pas la meilleure famille à médiatiser » (19 octobre). Cette disqualification est renforcée par l'isolement de la famille au Kosovo qui, contrairement aux familles de 2006, n'est pas défendue dans les médias par un collectif de solidarité local : le RESF est invisible médiatiquement et les lycéens qui manifestent en France contre les expulsions ne font pas partie de l'entourage direct de la famille. *Le Figaro* insiste d'ailleurs sur ce point en y consacrant un article le 19 octobre intitulé « À Levier, des habitants indifférents au sort de la famille ». Finalement, la mise en scène de l'opinion publique se fera par le biais d'un sondage au niveau national commandé par *I-Télé* et *Le Parisien* et révélant que « [les Français] seraient 65 % à se dire opposés au retour dans l'Hexagone de Leonarda » (*Le Parisien*, 19 octobre). L'opinion publique sondagière vient ici redoubler symboliquement le rejet de la famille hors des frontières nationales, et érige leur sort en question d'intérêt national. *Le Monde* est le seul titre à prendre le contrepied du récit dominant dans un long portrait de la famille (« Leonarda, née quelque part », 19 octobre), dans lequel les journalistes mettent en avant les compétences linguistiques de la famille, les attaches des enfants en France et le désarroi dans lequel se trouve Leonarda²⁰.

Enfin, notons que la stigmatisation de la famille Dibrani est renforcée par le dispositif médiatique télévisuel, en particulier sur les chaînes d'information en continu, consistant à retransmettre, depuis le Kosovo, les déclarations de Leonarda et de son père sans aucune prise de distance ni contextualisation. *BFMTV* et *I-Télé* ont ainsi diffusé en direct le refus opposé par Leonarda Dibrani à la proposition faite par François Hollande, dans son allocution télévisée, de revenir seule en France poursuivre sa scolarité. Ces chaînes d'information, dont les images ont ensuite été reprises et relayées par les autres médias²¹, ont alors représenté la famille Dibrani comme un acteur stratégique de la crise politique en train de se nouer, faisant de leurs moindres mots, prononcés sous le coup de l'émotion et de l'énervement, des déclarations officielles servant à alimenter

20 Le journaliste mettra par exemple en avant que « La mère parle italien et serbe mais très mal le français. Le père le lit, et le parle même si parfois plusieurs langues semblent se bousculer dans sa bouche. Il maîtrise aussi l'italien, le serbe et l'albanais. Les enfants eux s'expriment en français [...] » et que « C'est l'un des paradoxes de l'affaire. Leonarda se sentait intégrée dans le pays qui l'a rejetée et elle a peur de ne pas trouver sa place dans ce pays qui n'est pas le sien » (*Le Monde*, 19 octobre 2013).

21 Les journaux télévisés ont recréé le même face-à-face par leur montage (le discours de Hollande immédiatement suivi de la réaction de Leonarda), de même que *Le Parisien* en publiant leurs photos côte à côte (21 octobre).

le débat public²². Dans plusieurs discours médiatiques, la famille se trouve dotée d'un savoir-faire communicationnel²³ lui permettant de mettre en difficulté le Président de la République, niant au passage l'inégalité incommensurable des positions de ces deux acteurs dans la controverse, ainsi que le caractère subi de la médiatisation pour la famille, dont le domicile a été investi par les journalistes plusieurs jours durant.

3. Conclusion

Dans *Du journalisme en démocratie* (2004), la philosophe Géraldine Mulhmann distingue deux gestes « idéal-typiques » du journalisme moderne. Le premier geste est celui du « rassemblement », qui consiste à « proposer un regard qui assume pleinement son désir [...] de constituer un 'nous' autour de lui ; qui, en ce sens, définit une sorte de centre pour la communauté démocratique [...] » (Mulhmann, 2004, 333). Pour ce faire, le journaliste va s'appuyer à la fois sur des référents disponibles dans l'espace commun des représentations et sur un horizon d'attente partagé par une large part du public à un moment historique donné. Par opposition au premier, le deuxième geste journalistique est celui du « décentrement », « tendu par la recherche d'une altérité absolue, qui mettrait en échec le 'nous', révélerait son caractère construit, faux, mesquin, le désignerait comme un 'vous' [...] dont l'identité est prête à s'effriter sous son regard venant d'ailleurs » (Mulhmann, 2004, 343).

En 2006 comme en 2013, la médiatisation des familles sans-papiers renvoie clairement au premier geste rassembleur. En 2006, la mobilisation du RESF permet, en effet, aux journalistes de viser un public large en mobilisant des référents communs qui dépassent les clivages politiques (la protection d'un enfant, la convivialité et l'entraide au niveau local) et, surtout, en produisant une figure de la famille sans-papiers rassurante en raison de sa conformité aux normes de comportement attendues des étrangers (intégration discrète, réussite professionnelle ou scolaire). Comme nous l'avons vu, ce cadrage médiatique plutôt favorable aux familles sans-papiers s'opère au prix d'un évitement : la présence de plusieurs milliers de familles sans-papiers en France est problématisée comme une série de situations individuelles, ce qui évacue la

22 Cette façon de faire contraste avec la réflexivité et la prudence mises en avant par les journalistes de la presse écrite spécialisés sur les migrations que nous avons interviewés, lorsqu'il s'agit pour eux de publier des témoignages de migrants. Une journaliste qui a beaucoup couvert la jungle de Calais nous a, par exemple, parlé de la manière dont elle « filtre » certains propos de migrants quand ils étaient prononcés sous le coup de la colère et du désespoir pour « les protéger dans le regard du lecteur français » (entretien du 6 juillet 2016).

23 *Le Figaro* parle des « provocations de la famille Dibrani » (Une du 21 octobre), le journaliste Alain Salles dans *Le Monde* du 22 octobre note que « la famille a vite appris le sens de la mise en scène » (p. 10).

question des principes généraux fondant le droit au séjour. Or, en 2013, c'est précisément cette individualisation du problème qui permet le rejet réel et symbolique de la famille Dibrani hors des frontières de la société. Les grands médias, en particulier la télévision, ont mis en scène et légitimé un regard collectif excluant et xénophobe. Le rassemblement s'est donc opéré, cette fois, contre une figure de l'étranger désignée comme repoussoir. Le spectateur ne souhaitant pas participer de ce regard devait alors chercher un « décentrement » dans des espaces médiatiques moins visibles du web ou de la presse²⁴. En 2006 comme en 2013, les médias nationaux n'ont donc pas constitué un lieu de questionnement et de critique des frontières de la société française, de ses pratiques d'exclusion et de discrimination.

Pour finir, ce traitement médiatique et politique de la situation des familles sans-papiers pose également la question de l'évolution de la société française vis-à-vis du sujet de l'immigration lors de ces dix dernières années (2006-2016). « L'affaire Leonarda », en particulier, nous paraît révélatrice de la perte de croyance et d'adhésion collective dans le projet politique visant à mettre en œuvre l'intégration sociale et politique des étrangers (Fassin, 2008, 138). L'absence d'un projet politique fort sur l'intégration, à droite comme à gauche, affaiblit en retour les revendications de droits pour les étrangers perçues comme toujours potentiellement illégitimes. À la fin des années 2000, les discours médiatiques témoignent donc d'une inquiétude vis-à-vis de migrants appréhendés comme venant « piller les ressources légitimes de la nation – sa sûreté, son mode de vie paisible et prospère, ses emplois, sa richesse et son existence civilisée » (Brown, 2013, 190).

24 Parmi les rares articles ayant dénoncé la violence du regard public et médiatique porté sur la famille Dibrani, nous pouvons citer la tribune du cinéaste Arnaud Desplechin le 21 octobre 2013 dans *Libération*, le billet de blog de l'avocat Maître Eolas le 22 octobre 2013, ou encore la tribune de Jérôme Noujaïm sur *Rue89* le 21 octobre 2013.

Bibliographie

Arendt H. (1973). *Les origines du totalitarisme*, tome III : *Le système totalitaire*, Paris, Seuil.

Brown W. (2009). *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, trad. N. Vieillescazes, Paris, Les Prairies ordinaires.

Champagne P. (1984). « La manifestation. La production de l'événement politique ». In *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, n° 1, p. 19-41.

Charaudeau P. (2006). « Discours journalistiques et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives ». In *Semen*, n° 22. Disponible sur : <http://semen.revues.org/2793> (page consultée le 28 novembre 2016).

Dalibert M. (2015). « Médias et mouvements sociaux minoritaires : un accès à la sphère publique régulé par la 'francité' ? ». In *Sciences de la société*, n° 94, p. 15-30.

Dalibert M. et Doytcheva M. (2014). « Migrants roms dans l'espace public : (in)visibilités contraintes ». In *Migrations société*, vol. 26, n° 152, p. 75-90.

Fassin D. (2006). « Du déni à la dénégaration. Psychologie politique de la représentation des discriminations ». In Fassin D. et Fassin E. (dirs.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société*

française, Paris, La Découverte.

Garcia G. (2013). *La cause des « sans ». Sans-papiers, sans-logis, sans-emploi à l'épreuve des médias*, Rennes, PUR.

Honneth A. (1992 [2002]). *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

Jacquez L. (2014). *La controverse autour des expulsions de sans-papiers dans la presse française (2006-2010) : analyse des discours et des enjeux sociopolitiques*, Thèse en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Lyon 2.

Jacquez L. (2016). « La mobilisation du Réseau éducation sans frontières de 2006 dans la presse française : la construction médiatique d'un événement rassembleur et populaire ». In *Questions de communication*, série actes 33, p. 165-180.

Juhem P. (1999). « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS-Racisme ». In *Réseaux*, vol. 17, n° 98, p. 119-152.

Mathieu L. (2010a). « Soutenir les familles sans-papiers. L'engagement dans le Réseau éducation sans frontières ». In Fassin D. (dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, La Découverte, p. 317-338.

Mathieu L. (2010b). « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau Éducation sans frontières ». In *Sociologie*,

vol. 1, n° 3. Disponible sur : <http://sociologie.revues.org/587> (page consultée le 29 novembre 2016).

Neveu É. (1999). « L'approche constructiviste des problèmes publics ». In *Études de communication*, n° 22, p. 41-58.

Siméant J. (1998). *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.

Tétu J.-F. (2004). « L'émotion dans les médias : dispositifs, formes, figures ». In *Mots*, n° 75, p. 9-20.

Voirol O. (2005). « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique ». In *Réseaux*, n° 129-130, p. 89-121.